



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_2024_09_19_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-AN25PertesUtilités
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle du 24 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 "pertes d'utilités", qui vise à s'assurer du maintien de la sécurité des installations lors d'une perte d'alimentation électrique du site.

Référentiel réglementaire :

- Arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

- Arrêté du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurales. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est soumis et autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 64	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site met en avant une non-conformité (demande d'action corrective) concernant des lacunes de procédures et modes opératoires, en lien avec la mise en sécurité ou le maintien en production des installations en cas de coupure d'alimentation électrique.

Compte tenu de la nature de la non-conformité relevée (documentaire et organisationnelle), des

engagements pris par l'exploitant lors du contrôle pour se mettre en conformité, et de l'absence d'impact direct ou différé sur les intérêts à protéger de l'article L.511-1 du Code de l'environnement, l'Inspection ne propose pas en l'état de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable, en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• La stratégie de maintien en électricité du site reposant en grande partie sur la redondance des sources d'alimentation, il appartient à l'exploitant de vérifier que ses trois sources d'alimentation (ligne n°1, 2, et secours) ne sont pas susceptibles d'avoir un mode commun de défaillance (poste de livraison unique sans redondance sur ce poste).• Bien que les besoins en puissance électrique puissent varier en fonction des productions en cours à secourir, il appartient à l'exploitant d'établir une liste des installations devant être secourues pour des raisons de sécurité (le cas échéant), ou pour des raisons de production. L'objectif d'établir une liste détaillée des besoins en énergie doit permettre à

l'exploitant de gagner en efficacité en cas de recours in fine à une stratégie d'alimentation électrique par la ligne de secours ou ses groupes électrogènes. Cette liste doit également lui permettre d'être certain du bon dimensionnement en terme de puissance et durée d'autonomie des équipements qui lui permettront de secourir ses installations.

- Il appartient à l'exploitant de s'interroger sur la pertinence de mettre en place des systèmes de secours type « ASI » (Alimentation Sans Interruption) pour ses procédés de fabrication, afin notamment de ne pas interrompre le fonctionnement d'organe de conduite (capteurs de température, débit, etc) lors d'une interruption d'alimentation électrique sur son site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable, en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 et 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Extrait Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité:

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;[...]

Art. 64 « équipements à l'arrêt»:

[...]

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

Constats :

Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois